L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 20 AOUT.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Dans sa réponse au toast porté par le Lord-maire aux représentants des puissances étrangères, dans le banquet de Guildhall, Mr le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France, a saisi l'occasion de remercier le peuple anglais de ses sympathies envers la France.

Voicidla textde de cette allocution que Mr d'Harcourt a faite en anglais :

Mylord-maire et messieurs, je vais essayer de suivre l'exemple de mon savant prédécesseur, qui, lorsqu'il y a si peu de temps, il prit place dans cette salle, répondit en votre langue, contrairement, dit-on, à l'usage, mais pour que les sentiments qu'il exprimait fussent mieux compris par ceux qui l'entouraient. (Applaudissements.) C'est au nom du corps diplomatique que j'ai maintenant l'honneur de parler, et je puis dire, au nom de mes collègues et au mien, que nous avons fait et legues et au mien, que nous avons fait et regues et au mien, que nous avons fait et regrets que nous continuons à faire de notre mieux pour fortifier les bons sentiments qui unissent maintenant le pays de cette ville à la grande nation au milieu de laquelle nous sommes appelés à résider. (Applaudissements.) Nos efforts dans ce but ont été rendus faciles par la cordiale réception que nous avons faites en Angleterre toutes les classes, et dont moi-même j'ai tout récemment fait l'agréable expérience. (Applaudissements.)

J'aimerai quelques mots, à titre de représentant de la France, et je saisirai cette occasion pour faire allusion à des événements récents, et pour vous remercier, mylord-maire, en votre qualité de premier magistrat de la grande cité de Londres, de tout ce que vous avez fait pour secourir nos infortunés compatriotes victimes de récents désastres. (Applaudissements.) Déjà, pendant la guerre de 1870, votre sympathie pour des populations dans la détresse a éveillé les plus généreux sentiments, et de tout l'Angleterre, mais plus spécialement de la cité de Londres, un courant non interrompu de richesses anglaises a passé le détroit pour nourrir les affamés et vêtir ceux qui étaient nus. (Applaudissements.) La France a fait de son mieux pour exprimer sa gratitude envers la nation anglaise et spécialement envers la cité de Londres, dans la personne estimée de son premier magistrat, quoiqu'elle sente bien combien elle se trouve hors d'état de payer cette dette.

Mais de nouveaux malheurs sont tombés sur elle. Ses villes ont été détruites par les eaux, et leurs habitants, sans nourriture et sans abris, ne peuvent subsister que de la charité publique. Cette fois encore, la Cité de Londres et son digne premier magistrat se sont placés en premier rang dans les efforts pour secourir des Français. (Applaudissements.) Je n'ai pas besoin de rappeler ce qui est certainement gravé dans la mémoire de tous les personnes présentes. Je veux donc seulement, au nom du pays que j'ai l'honneur de représenter, offrir à la Cité de Londres, et à vous-même, mylord-maire, la plus grande expression de notre reconnaissance. (Grands applaudissements).

—Une réflexion profondément juste du *Moniteur universel* :

Dans quelques jours, l'Assemblée va se séparer, et elle aura trouvé moyen de voter, nous allions dire d'expédier, en quatre ou cinq séances, un budget de dépenses s'élevant à plus de *deux milliards et demi*. Voilà ce que l'on appelle le contrôle législatif !

Il est vrai, par contre, que le moindre incident, appelé par un point quelconque à effleurer l'épiderme d'une personnalité politique, si minime que celle-ci puisse être, a le triste privilège de passionner les esprits. Alors légitimistes, bonapartistes, républicains, sont tous à leur banc; les interpellations se croisent, les discussions se prolongent, les reproches rétrospectifs se multiplient, et l'on n'hésite pas à consacrer de longs jours à ces stériles récriminations !

C'est que la politique touche aux intérêts des partis, tandis que le budget ne touche qu'aux intérêts du pays! "Pauvre pays, si difficile à gouverner"! dit-on. On ne saurait dire du moins de lui qu'il est difficile à administrer !

Deux milliards et demi de dépenses votés en moins de huit jours, sans qu'il ait été relevé même seulement une intelligente, un seul sérieusement utile !

Décidément, le régime parlementaire et l'exercice du contrôle législatif sont deux choses essentiellement distinctes.

AFFREUX MASSACRE.—On lit dans le *Courrier de l'Allier*, publié à Montluçon :

"Un drame horrible est venu impressionner douloureusement, mardi soir, la ville de Montluçon. Mr Casimir Zyprykiwski, âgé de trente-trois ans, mécanicien au chemin de fer d'Orléans, demeurant rue de la Rotonde, a tué sa femme ensuite de cinq mois environ de deux enfants, dont le plus âgé avait à peine quatre ans, et s'est ensuite suicidé.

"D'après l'inspection des cadavres, la femme aurait été frappée la première et de telle manière que la mort aurait été instantanée; le meurtrier, qui s'est servi d'un rasoir, lui aurait tranché la moëlle épinière à la naissance du cou; les deux enfants étaient dans leur lit, l'un d'eux a été tué à coups de rasoir, l'autre aurait, paraît-il, succombé à des coups portés avec un instrument contondant.

"Pizybykiwski s'est ensuite étendu à terre, à côté du cadavre de sa femme, et s'est coupé la gorge; il a été trouvé dans cette position, le bras étendu en tenant encore le fatal instrument dans sa main.

"Cette affreuse boucherie avait lieu à huit heures, quarante minutes environ. Ce quart d'heure avant, rien ne faisait prévoir ce fatal événement. Le mari et la femme causaient paisiblement chez eux avec un de leurs amis de leurs projets d'avenir et d'abord de leurs enfants.

"Quelques instants plus tard, deux compatriotes du mécanicien venaient pour le voir et trouvaient la porte de la maison fermée; mais une fenêtre était ouverte, ils entendent des gémissements, et l'un d'eux ayant appelé et ne recevant pas de réponse, se décide à escalader la fenêtre; il pénètre dans l'appartement. Tout était fini; il n'y avait plus que quatre cadavres.

"Mme Pizybykiwski n'était âgée que de vingt-quatre ans; elle appartenait à une honorable famille de Saint-Amand; elle était connue comme une femme d'un caractère fort doux, d'une éducation distinguée, vivant en parfait harmonie avec son mari, s'occupant en excellente mère du soin de sa jeune famille.

"On ne sait comment expliquer l'attentat dont elle a été victime ainsi que ses enfants autrement que par un accès de folie furieuse dont le mari aura été frappé subitement."

Pizybykiwski était employé sur la ligne de Montluçon à St-Amand pour la conduite des trains de ballast. Dernièrement il fit une chute assez grave sur la voie, et depuis il était en convalescence. Il est très probable que cet accident aura déterminé chez lui un dérangement de ses facultés qui se sera immédiatement traduit par un acte de folie.

P. S.—Au dernier moment, nous apprenons, et nous répétons sous toutes réserves, que par suite de sa chute dans la conduite du train dont il était chargé, et qui se serait renouvelée deux fois, Pizybykiwski aurait été renvoyé de ses fonctions. Cette révocation lui aurait été communiquée hier seulement, et ce serait par suite d'un acte de désespoir qu'il aurait accompli les meurtres dont nous venons de parler."

—Le *Monde Illustré* réunit chaque semaine, sous le titre de *Questions et Réponses*, un certain nombre de points d'histoire et de linguistique à la solution desquels il convie ses lecteurs. Dernièrement on a posé la question que voici: *Hamlet est-il un personnage historique?* Un Danois, M. Barendt, a répondu affirmativement.

L'historien Saxo Grammaticus, qui vivait au douzième siècle et qui est appelé le *Père de l'histoire danoise*, raconte que Hamlet était le fils d'un roi de Jutland nommé Horwendil, et que sa mère était la reine Gerrutha. Le frère du roi Horwendil, Fenge, ayant assassiné le père d'Hamlet pour s'emparer du royaume et épouser sa veuve, Hamlet feignit la folie et prépara la vengeance qui le devait venger. Le roi Fenge, qui soupçonnait les plans sinistres de son neveu, chercha à le démasquer et l'envoya en Angleterre dans le dessein de le faire assassiner.

Hamlet, poursuivant son but, eut gagner l'amitié du roi anglais et retourna l'année suivante en Danemark. Là il tua de sa propre main l'assassin de son père, fut proclamé roi et tomba quelque temps après dans une bataille contre le roi Vigilet, dont il ce qu'il avait pris le titre de roi. Pendant longtemps on a montré la tombe d'Hamlet en Jutland dans un champ; mais, d'après une autre tradition, son tombeau se trouve près de la ville d'Elseneur. Le poète danois Œhlenschlæger a écrit une tragédie sur Hamlet.

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. JUST COMEL, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.

M. P. MAURIN, Marchand, à Baton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Baton-Rouge, Ouest et Est Feliciana.

WILLIAM GIRARD, à la station paroisse de la Pointe-Coupée.

J. LANDREAU, Maître de Poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe-Coupée.

GEO. L. MAYER, Maître de Poste à Markseville, paroisse des Avoyelles.

A. MARIDAT, à la Nouvelle-Ibérie.

M. EMONET, à Opelousas, paroisse St-Landry.

M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.

M. WM. L. ROCHE, député Maître de Poste Plaquemines, paroisse Iberville.

C. ROBERT, à Franklin, paroisse Ste-Marie.

P. DAMARE, à Thibodeaux.

VALE Y THIBODEAU, Pont-Breau.

A. DUBIO, Arnaudville.

M. PETETIN, Grand-Coteau.

ADRIEN GONSOULIN, Fausse-Pointe.

F. F. BERTEAU, à Fausse-Carnstiane.

A. NEVEU, Vermillionville.

LAURENT CHEVIL, Plaquemines, (Iberville).

A. ROYER, Morganville, (Avoyelles).

E. RICHIFI, Monroe, (Terrebonne).

SILVAIN LEHMAN, Maître de Poste à Johnville (Texas).

WM. HUDSON, à Jeannerette, paroisse Ste-Marie.

EDGARD DELERY, Baie St-Louis, (Miss).

SOUSCRIPTION EN FAVEUR des victimes de l'inondation dans le Midi de la France.

Des listes de souscription pour venir au secours des malheureux victimes de l'inondation dans le Midi de la France, sont déposées aux adresses suivantes :

Membres du comité :

Président honoraire : M. le VICOMTE D'ABZAC, consul de France, rue St-Louis ;

Président : FÉLIX LIMET, bureaux de l'*Abeille* rue de Chartres No 73 ;

Vice-présidents : Joseph Girod rue du Maine No 72 ;

Edgar Larue, Cour Gallier ;

D. Pochélu, rue du Canal No 102 ;

G. Mayliè, rue Calliope No 83 ;

Alex. Hausse, au City Hotel ;

Th. Forest, rue Hancock, (6e district.)

Hte. Salomon, rue Vieille Levée No 78 ;

L. Turlo, hôtel Washington, à Milneburg ;

F. Tujague, rue de Chartres No 14 ;

D. A. Chaffraix, rue la Douane No 54 ;

Editeur du *Propagateur Catholique*, rue Royale No 197 ;

Trésorier ; J. B. Camors, rue Tchoupitoulas No 61 ;

Secrétaire : J. B. Mondiegt, banque des Workingmen, rue du Canal No 94 ;

Membres : Erne-t Mérih, maison A. Rochereau & Co., rue St-Louis ;

Léon Godchaux, rue du Canal No. 81 ;

Jean Schneider, rue Royale No. 166 ;

E. Guillemet, rue de la Douane No. 53 ;

B. Anthony, coin Ursulines et Peters ;

J. P. Dubarry, Marché Dryades ;

Théo. Gollain, coin du Maine et Vieille-Levée ;

Jules Manaux, coin Poydras et Remparts ;

P. Gendre, rue des Magasins, coin Peniston, (6e district) ;

F. Renaudin, Marché Ste-Marie ;

L. Gregoire, rue St. Andrew No. 248 et Magazine Market.

J. Bayle, rue de Chartres No. 40 ;

J. Senac, rue Ste-Anne, coin Chartres ;

G. Bonnecarrère, maison Blanche, rue du Canal ;

Arthur Jaric, restaurant Boudro, Milneburg ;

M. Vergniole, rue Decatur No. 73 ;

P. Canteron, rue Bienville No 44 ;

P. Masson, rue Bayonne, coin Poydras ;

John Strenna, rue Bourbon No 16 ;

R. de Gas, rue Conti No. 104 ;

J. P. Dutrey, Marché Dryades ;

C. Gouzy, rue des Français No. 138 ;

J. Desca, rue Vieille-Levée No. 53, coin Bienville ;

Léon Vallon, rue Gravier No. 182 ;

J. Ségassie, rue Vieille-Levée No 17 ;

R. Laffon de Ladébat ;

A. Walz, rue Conti No. 94 ;

L. Chaplain, rue Royale No. 13 ;

L. Grand, coin Galliers rue Carondelet ;

A. Paris, rue Bourgogne No 86 ;

B. Bobée, marché Tremé ;

Antoine Alciator, rue St. Louis No 65 ;

St. Cyr Fourcade, rue du Canal, coin Remparts ;

F. Carrére, rue Peters No 8 (2e District) ;

André Madinez, marché Poydras ;

A. Jas, rue de Chartres No 105 ;

François Carraze, aux Abattoirs ;

A. Bonnet, rue Royale No —;

Jacques Ait, ebonoigurre Pologne et Amour ;

Paulin Petiton, à St. Jean Baptiste ;

J. Chipot, à Algar ;

A. Dudoussat, Passage de la Bourse No 133

LA CONSTITUTION FRANÇAISE.

Voici le texte complet de la Constitution républicaine que l'Assemblée a votée définitivement, le 25 février 1875, par 425 contre 254 :

I

LOI D'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Art. 1er. Le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées : la Chambre des députés et le Sénat.

La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat sont réglés par une loi spéciale.

Art. 2. Le président de la république est élu à la pluralité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible.

Art. 3. Le président de la république a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres ; il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres ; il en surveille et assure l'exécution.

Il a le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du président de la république doit être contre-signé par un ministre.

Art. 4. Au fur et à mesure des vacances, le président de la république nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne peuvent être révoqués que par décision prise en conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne peuvent être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par le Sénat.

Art. 5. Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration de son mandat.

En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections, dans le délai de trois mois.

Art. 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels.

Le président de la république n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Art. 7. En cas de vacance par décès ou par toutes autres causes, les deux Chambres procèdent immédiatement à la nomination du président de la république. Dans l'intervalle, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Art. 8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément soit sur la demande du président de la république, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du président de la république.

Art. 9. Les siéges du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

II

LOI SUR LE SÉNAT.

Art. 1er. Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Art. 2. Les départements de la Seine et du Nord élisent chacun cinq sénateurs.

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs.

Seine-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs.

Tous les autres départements, chacun deux sénateurs.

L'arrondissement de Belfort, les départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3. Nul ne peut être sénateur, s'il ne nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du président de la république doit être contre-signé par un ministre.

Art. 4. Au fur et à mesure des vacances, le président de la république nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne peuvent être révoqués que par décision prise en conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1872 ne peuvent être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par le Sénat.

Art. 5. Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration de son mandat.

En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections, dans le délai de trois mois.

Art. 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels.

Le président de la république n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Art. 7. En cas de vacance par décès ou par toutes autres causes, les deux Chambres procèdent immédiatement à la nomination du président de la république. Dans l'intervalle, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Art. 8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément soit sur la demande du président de la république, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du président de la république.

Art. 9. Les siéges du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

II

LOI SUR LE SÉNAT.

Art. 1er. Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Art. 2. Les départements de la Seine et du Nord élisent chacun cinq sénateurs.

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs.

Seine-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs.

Tous les autres départements, chacun deux sénateurs.

L'arrondissement de Belfort, les départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3. Nul ne peut être sénateur, s'il n'a quarante ans et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 4. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il y a lieu, au scrutin de liste, par un collége réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1o Des députés ;

2o Des conseillers généraux ;

3o Des conseillers d'arrondissement ;

4o Des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune.

Art. 5. Les sénateurs nommés par l'Assemblée nationale sont élus au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffrages.

Art. 6. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries contenant chacune un nombre égal de sénateurs; il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

Art. 7. Les sénateurs élus par l'Assemblée nationale sont inamovibles.

En cas de décès, démission ou autre cause, il sera élu dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

Art. 8. Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois.

Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle.

Art. 9. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger, soit le président de la république, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Art. 10. Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation.

Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour où l'Assemblée nationale se séparera.

LA LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LES POUVOIRS PUBLICS.

Le *Journal officiel* promulgue la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, telle que l'assemblée l'a adoptée. Nous croyons devoir en reproduire les articles.

Art. 1er.—Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

Art. 2.—Le président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre.

Le président peut ajourner les Chambres. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Art. 3.—Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau président.

A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ses pouvoirs.

En cas de décès ou de démission du président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit.

Art. 4.—Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et annulée de plein droit, sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme cour de justice ; réglera de dernier ressort, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

Art. 5.—Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public le même jour.

Art. 6.—Le président de la République communique avec les Chambres par des Messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du président de la République.

Art. 4.—Le président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours : les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 8.—Le président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres.

Nulle cession, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Art. 9.—Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

Art. 10.—Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection ; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 11.—Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des président, vice-présidents et secrétaire du Sénat.

Art. 13.—Le président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat doit être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Art. 18.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 14.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Délibéré, en séances publiques, à Versailles, les 22 juin, 7 et 16 juillet 1875.

Signé : duc d'AUDIFFRET-PASQUIER.

Les secrétaires,

Signé : Félix Voisin, E. Duchatel, E. Lamy, Louis de Ségur, vicomte Blin de Bourdon.

Le président de la République promulgue la présente loi,

Le Maréchal MAC MAHON, duc de MAGENTA.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

BUFFET.

ANALYSE DE LA LOI MILITAIRE DU 27 JUILLET 1872.

AU POINT DE VUE DES PÉNALITÉS.

Le travail suivant que monsieur le Conseil de France a bien voulu nous communiquer, complète les informations que nous avons déjà données sur le service militaire en France.

Tout Français ayant plus de vingt ans et moins de quarante ans doit le service Militaire,

Soit dans l'armée active,

Soit dans la réserve de l'armée active,

Soit dans l'armée territoriale,

Soit dans la réserve de l'armée territoriale.

TOUT FRANÇAIS ENTRE VINGT ET QUARANTE ANS, SANS AUCUNE ESPÈCE D'EXCEPTION POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT, DOIT SE FAIRE INSCRIRE SUR LE REGISTRE AD HOC TENU AU CONSULAT LE PLUS VOISIN DE SA RÉSIDENCE.

Quiconque ne se fait pas inscrire est déféré aux Tribunaux ordinaires, et puni d'une amende de dix francs à deux cents francs ; il peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double.

Toutefois ne manquera pas de suite de laquelle un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement ou de tirage est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Tout homme qui, ayant reçu un ordre de route, ne se rend pas à sa destination dans les délais fixés, est puni, sauf le cas où il peut présenter une excuse valable, d'un mois à un an de prison en temps de paix et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre les noms des insoumis sont affichés dans toutes les Communes du Canton de leur domicile.

Quiconque a reçolié ou pris à son service un insoumis, ou favorisé son évasion, empêché ou retardé le départ d'un jeune soldat est puni de vingt à deux cents francs d'amende, et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à six mois.

Ne compte pas pour les années de service militaire, le temps passé en prison en vertu d'un jugement.

Le Conseil refusera désormais sa protection à tout français qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de la Loi Militaire.

Guérison de la Consomption,

Aux éditeurs de l'*Abeille*.

Messieurs—Veuillez annoncer à vos lecteurs que j'ai

Un remède souverain pour la Consomption, pour tous les maux de gorge et toutes les affections pulmonaires, que j'ai guéri des centaines de cas et donnerai

$ 1000.00

dans un cas où il ne ferait pas de bien au malade. Ce remède m'inspire une telle confiance que je l'envoierai une fois, gratis, à la personne qui me le fera demander.

Veuillez montrer cette lettre à celles de vos connaissances qui souffrent de maux de gorge ou de maladies de poumons et obligez

Votre serviteur,

Dr. T. F. HURT,

60 fév—6m 613 William Street, New-York

Banque d'Epargne des Citoyens,

GRUNEWALD HALL.

No. 23 rue Baronne,

J. L. GUBERNATOR, Président.

M. RENNER, caissier.

Les dépôts faits par les femmes mariées et par les enfants ne peuvent être retirés que par eux-mêmes ou d'après leur ordre. Les pères et mères ne sauraient agir plus largement dans l'intérêt de leurs enfants qu'en faisant pour eux des dépôts payables à leur majorité ; ceux encourage les enfants à les augmenter toutes les fois qu'ils en ont les mois et leur donne des habitudes d'économie qui les continuent à la fortune. La banque reçoit des dépôts de 10 cents et au-delà. Elle alloue un intérêt de 6 pour cent qu'elle paie semi-annuellement en ajoute au capital.

Tous les dépôts sont payables sur demande.

les mars—ly 1 an

GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE

organisée au profit des inondés du Midi de la France,

Sous le patronage du comité de la souscription, des sociétés françaises de la Nouvelle-Orléans et avec le concours actif d'un comité de DAMES PATRONNESSES.

Cette fête sera donnée

AUX FAIR GROUNDS

Le Dimanche, 22 août 1875.

COMITÉ D'ORGANISATION.

Présidents Honoraires:

M. le Consul de France, Vicomte d'Abzac.
M. Fél x Limet, prés. du comité de souscription.
C. E. Loeds, maire de la Nouvelle-Orléans.

Président:
M. Ernest Mérih.

Vice-Présidents:

MM. les Présidents des Sociétés Françaises,
Joseph Girod, Ed. Larue, L. Turlo,
Dque. Pochelu, Alex. Hausse, Ed Ehrhard,
G. Mayliè, Ch. Ferret.

M. I. N. Marks, hon. L. A. Wiltz, juge A. L. Tissot.

Trésorier—M. M. Vergniolle.

Secrétaire—M. Jules Desca.

Commissaires :

Ait Jacques	Angand Emile	Artigues Jean
Alcantor Ant	Antoni B	Aldige P A
Artelgh Fran	Angiade J	Aldige J
Brunatour P E	Bordeois E	Bouvier N
Bayle Joseph	Bonnet A	Bonnecaze Ed
Bonnecaze A	Bonnecaze P	Bonnecarère G
Baumgarden	Book C B	Bugnes S
Barangue J	Basanti E	Bercier Oscar
	Bobée B	
Chaffraix D A	Canton P N	Coutonious
Camors J B	Catalogne Isidore	Clipot S
Carrière O	Carret A B	Carnaze F
Carrière E	Canteron P	Cambanne
Chapelain A	Caillion J	Clavigny H
Coutin A	Cazentre P	Chabert P F
Cherrouard A	Chaplain L	Cahaut Dque
Cheverni Jean	Carrère C	Casse I
Camugli V	Campiglio S	Caseaux F
Dugazon Ch T	Douesan A	Dagorot A
Dupuy Jr	Dumesnil B	D. Levy J P
De nadalde D	Deschamps E	Domecq Jules
Dupeuler D	Dreyfous Abel	Desbarats G
Dufour Numa	Duviuet H	Dudousset A
De Gas B	Dumestre Alex	Dubarry J P
Dubois Ed	Dusty Ed	Durand Jos
	Dabat B	Desbons F
	Espy Germain	
Fournier Stan	Fourcade St-Cyr	Fourchy Paul
Foet Clément	Ferrand Jean	Francingues F
	Fiancy D	
Guil emet A	Grand L	Gendre F
Gonzy C	Guilain Théo	Grégoire L
Godeaux Alex	Gaston P	Gaudet Dr
	Godchaux L	Gaudet Dr
Hincks J W		Huard Dr
Jas A	Janfroid F	Jacquet Gust
	Jarry Arthur	Jonbert L
	Kunts W	
Laborde F	Levy E	Lauverjat
Laffon-de-Ladébat H	Lion M	Lana A
Laffon-de-Ladébat P	Laffon A	Langlois A
Lopez D	Lafargue L	Lavedan L
Lebeau Aug	Lafarge Aug	Labasse H
Lebeurie Pre	Lafage Aug	Luigi A
	Lavran D	Lemonnier D
Macon M	Mejean M	Manaud Jules
Mérih S Ed	Mahuel H	Masseya Pierre
Mande M	Mandin Ed	Marchand L
Mandin E	Malines André	Marchand E
Marinoni U	Maury Jean	Marquèze E
Meunier F	Marks Alex	Mayne G
Machesa J	Moreau P	Malfarau B
Mondieght J B	Morvan H	
Nippert V		
Plaisant J	Paris Amédée	Pocheln R
	Pilot A Sr	
	Queyrouze Léon	
Rost J B	Rost J B	Rousselon F
Reilay Paul	Rolling Hubert	Raymond Ch
Stephens Emm	Saloy B	Soudain J
Ségasan J	Schneider J	Schneider Eic
Sénac J	Strenna John	S-guin J B
Sarthou F	Sole	Saux J M
Soulé Irénée	Hte. Salomon	
Tonatre Dr	Tiffier H	Tayes Jules
Tujague F	Treacazon J B	Tujagues Gull
Thurner Jr F	Turpin J	Tarride J
Vallon L	Walz A	Vincent Daniel

Xiques.

Comité Exécutif.

Président.
M. ERNEST MÉRILH,
Trésorier,
M. M. VERGNIOLLE,
Secrétaire,
M. JULES DESCA,
Assistant, J. Lauverjat.

—Membres—

Messieurs,

F. Tujague,	A. Wiltz,	
A. Guillemet,	A. Dumestre,	
Sh. Cyr Fourcade,	A. Isa,	
Cha. Lacoume,	J. Garcia's,	
P. P. Chabert,	E. D. Levy,	
M. Andrieu,	J. E. Mérih,	
J. B. Camors,	Em. Stephens